

Rapport annuel 2012-2013

sur l'état d'avancement des initiatives

Résumé

Contexte

En février 2012, six gouvernements et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ont lancé la Coalition pour le climat et l'air pur visant à réduire les polluants de courte durée de vie ayant un effet sur le climat (CCAC) en tant que premier effort mondial de lutte contre les polluants climatiques de courte durée de vie (PCCV), qui représentent un défi urgent et collectif. Depuis, le nombre de partenaires qui se sont joints à la Coalition a décuplé et atteint maintenant 75, dont 33 pays et une organisation d'intégration économique régionale (REIO), 9 organisations intergouvernementales (OIG) et 32 organisations non gouvernementales (ONG). Tous ces partenaires ont approuvé le cadre de travail de la Coalition et ont convenu de prendre des actions concrètes pour réduire les PCCV (voir l'annexe pour la liste des partenaires).

La Coalition est une initiative internationale volontaire qui vise à réduire les émissions de méthane, de carbone noir et de certains hydrofluorocarbures (HFC) par une prise d'actions concrètes et à grande échelle afin de protéger l'environnement et la santé publique, de promouvoir la sécurité alimentaire et énergétique et de gérer les changements climatiques à court terme. Dirigée par des partenaires, la Coalition mise sur sa force principale qui réside dans sa capacité de tirer parti d'une volonté politique de haut niveau pour donner un élan à une action mondiale en vue de réduire les PCCV.

Des indications scientifiques convaincantes montrent l'importance d'agir rapidement. Ainsi, la réduction des émissions de méthane et de carbone noir pourrait éviter un grand nombre de décès attribués à des maladies causées par la pollution atmosphérique, que l'on estime à six millions par année. Des pertes agricoles annuelles de l'ordre de dizaines de millions de tonnes pourraient également être évitées par la diminution des PCCV, sans compter que la réduction des émissions de méthane et de carbone noir ralentirait le réchauffement planétaire d'au plus 0,5 °C entre 2010 et 2050, ce qui permettrait de ne pas dépasser la cible de 2 °C à court terme, à condition de prendre des mesures complémentaires draconiennes et continues pour abaisser les émissions de CO₂. De plus, l'utilisation de substances de remplacement des HFC peut contribuer à limiter l'accumulation de ces polluants dans l'atmosphère et à atténuer leurs répercussions importantes sur le réchauffement planétaire. Le cinquième Rapport d'évaluation du GIEC (2013) confirme l'importance des effets du méthane et du carbone noir sur le climat et, par le fait même, sur les changements climatiques à court terme.

Initiatives

La Coalition a donné son aval à dix initiatives à fort impact, dont sept sectorielles et trois transversales, pour stimuler et élargir la prise d'actions visant à réduire les PCCV :

Initiatives sectorielles	Initiatives transversales
<ol style="list-style-type: none"> 1. Réduction des émissions de carbone noir des véhicules diesels lourds et de leurs moteurs 2. Atténuation des effets des PCCV et d'autres polluants issus de la production de briques 3. Atténuation des effets des PCCV du secteur des déchets solides municipaux 4. Promotion des technologies de rechange et des normes pour les HFC 5. Accélération de la réduction des émissions de méthane et de carbone noir du secteur de la production de pétrole et de gaz naturel 6. Réduction des émissions de PCCV provenant de la cuisson et du chauffage domestiques 7. Réduction des émissions de PCCV du secteur agricole 	<ol style="list-style-type: none"> 8. Soutien aux plans d'action nationaux concernant les PCCV (SPAN) 9. Financement des mesures d'atténuation des PCCV 10. Évaluations régionales des PCCV

Bon nombre de ces initiatives ont mené à terme avec succès leur première phase d'activités et ont maintenant entrepris leur deuxième phase. D'autres n'en sont qu'à leurs débuts. Les activités d'élaboration et de mise en œuvre des initiatives ainsi que la production de rapports sont coordonnées par les principaux partenaires des initiatives. Jusqu'à présent, sept initiatives ont reçu du financement du Fonds d'affectation spéciale de la Coalition. La portée des progrès accomplis et les faits saillants de la première phase sont résumés ci-après :

> Soutien aux plans d'action nationaux concernant les PCCV (SPAN)

Il est possible de passer à l'action rapidement et de réduire les PCCV en adoptant des mesures rentables qui existent déjà par l'entremise de politiques, de programmes et de cadres réglementaires nationaux qui s'inspirent de ceux utilisés pour la qualité de l'air, le changement climatique et le développement durable. Dans le cadre de cette initiative de coopération, les partenaires de la Coalition travaillent conjointement avec les gouvernements nationaux intéressés à mettre en œuvre rapidement un plan d'action national visant à réduire les PCCV. Cette initiative permettra aux pays d'établir les possibilités à « résultats rapides » qu'ils peuvent réaliser et de préparer le terrain pour instaurer des mesures d'atténuation à grande échelle qui sont appropriées au contexte, aux priorités et aux sources de PCCV propres à chaque pays.

Premiers résultats : Le Bangladesh, la Colombie, le Ghana et le Mexique ont participé à titre de pays pilotes. Ils ont entrepris l'élaboration d'un plan d'action national pour les PCCV en sollicitant la participation d'intervenants clés nationaux, en poursuivant des activités de sensibilisation, en évaluant la portée des questions relatives aux PCCV à l'aide d'une trousse d'outils, en établissant des priorités et en intégrant des mesures et des options stratégiques et en faisant la promotion de mesures de soutien au niveau régional afin de faciliter une action nationale.

- Les pays pilotes ont enclenché le processus d'établissement de plans d'action nationaux concernant les PCCV, intégré les PCCV dans certains plans et cadres de travail nationaux existants et terminé une première ébauche des plans.
- Un document d'orientation a été préparé pour le soutien aux plans d'action nationaux concernant les PCCV.
- Ils ont mis au point une trousse d'outils comprenant un calculateur de gains et un scénario d'émissions taillé sur mesure pour la Coalition.
- Trois consultations intergouvernementales régionales ont été tenues avec succès au Ghana, en Colombie et en Thaïlande pour accroître la sensibilisation aux PCCV et engager un dialogue au niveau régional à l'appui d'un plan d'action national. Sont issues de ces consultations trois déclarations régionales en faveur d'un accroissement des efforts de réduction des PCCV.

Prochaines étapes : Cette initiative sera élargie à d'autres pays partenaires de la Coalition, la trousse d'outils et le document d'orientation seront mis à niveau pour élaborer de meilleurs scénarios d'émissions et améliorer l'estimation des réductions d'émissions ainsi que des coûts et des avantages des mesures d'atténuation. Les partenaires s'emploieront à établir des liens entre les institutions et les processus régionaux et mondiaux afin de faciliter une action nationale élargie et renforcée.

> Les véhicules diesels lourds et leurs moteurs – réduction des émissions de carbone noir

On estime que 19 % des émissions mondiales de carbone noir proviennent du secteur des transports. Les partenaires de la Coalition unissent leurs efforts pour éliminer les émissions de particules fines et de carbone noir des véhicules diesels lourds et de leurs moteurs, nouveaux et existants, en réduisant progressivement la teneur en soufre du carburant diesel, en établissant des normes plus strictes pour les émissions des véhicules en collaboration avec les pays intéressés, en nettoyant le parc de véhicules et en élaborant un programme mondial pour le transport écologique des marchandises.

Premiers résultats : Des activités ont été menées dans plusieurs pays d'Asie et d'Amérique latine, et à un niveau régional (y compris en Afrique de l'Est). Les pays se sont concentrés sur l'avancement et l'application des règlements sur les émissions, l'examen et l'établissement de mécanismes financiers et stratégiques et la sensibilisation de partenaires clés du secteur privé.

- Chili : un inventaire national des émissions de carbone noir a été dressé et un groupe de travail a été mis sur pied pour se pencher sur les normes applicables aux véhicules diesels lourds (VDL). Ces activités ont mené à la mise en place d'une feuille de route nationale sur les VDL et d'un plan de réduction du carbone noir, qui est en voie d'élaboration.
- Pérou : un groupe de travail national a été créé, et l'année 2016 a été ciblée pour la mise en marché de carburants diesels ayant une teneur en soufre de 50 ppm.
- Asie : la coalition pour des carburants et des véhicules propres de l'ANASE a été lancée, et la première réunion est prévue en novembre 2013.
- Bangladesh et Vietnam : on a formé des groupes de travail nationaux sur les VDL pour améliorer les normes d'émission.

Prochaines étapes : Élargir les travaux à d'autres pays et régions, y compris des villes portuaires. Faire la promotion des carburants et des véhicules propres en établissant des normes nationales et des politiques locales à l'échelle de pays et de régions, tels que la Chine, le Mexique, l'Indonésie, l'Amérique latine et l'Afrique orientale et occidentale. Renforcer la capacité dans deux domaines importants : l'élaboration d'une stratégie mondiale pour abaisser la teneur en soufre du carburant diesel et la mise en place d'un programme de transport écologique des marchandises.

> Production de briques – atténuation des effets des PCCV et d'autres polluants

La production de briques est une source importante de carbone noir et d'autres polluants. Il existe des solutions de fabrication moins polluantes, faisant appel notamment à des techniques mécanisées et à haute efficacité énergétique. Les partenaires de la Coalition cherchent à retenir davantage l'attention politique et à renforcer les moyens d'atténuer les effets des émissions de ce secteur.

Premiers résultats : L'initiative est devenue la seule plateforme mondiale consacrée au secteur de la production de briques et portant sur les aspects économiques, sociaux, environnementaux et sanitaires. On a constitué un premier ensemble de documents de sensibilisation adaptés aux régions.

- Colombie et Mexique : des stratégies nationales ont été rédigées pour s'attaquer aux émissions de la production de briques.
- Brésil et Nigeria : on établit des rapports sur l'état des politiques et de la production.
- Mexique et Népal : on a tenu des ateliers régionaux et mondiaux sur la technologie, le renforcement des capacités et la politique publique.
- Un groupe de travail mondial a été créé pour guider les travaux dans le contexte de l'initiative.
- Des outils ont été créés pour conscientiser les décideurs, les propriétaires de briqueterie, les médias, le secteur financier et les donateurs éventuels.
- Une plateforme Web de connaissances a été élaborée.

Prochaines étapes : Agrandir les réseaux en matière de politiques et de technologie, constituer des noeuds de formation localisée pour promouvoir les techniques et méthodes déjà éprouvées en Asie et en Amérique latine, établir l'argumentaire pour la modernisation du secteur de la brique et le présenter

au secteur financier et étudier la possibilité d'un projet pilote axé sur le marché pour la production d'« écobriques » en Amérique latine.

> **Déchets solides municipaux – atténuation des effets des PCCV**

Les sites d'enfouissement constituent la troisième source en importance d'émissions anthropiques de méthane dans le monde, et le brûlage à ciel ouvert des ordures émet du carbone noir et d'autres polluants, y compris des dioxines, qui posent des risques sérieux pour la santé. Les partenaires de la Coalition incitent les administrations municipales et les gouvernements nationaux à réduire les émissions de PCCV dans le secteur des déchets solides municipaux, en fournissant un ensemble complet de ressources pour les villes, qui comprend assistance technique, échange d'informations, réseautage et formation.

Premiers résultats : Les travaux ont commencé dans des villes qui se feront les ambassadrices de l'initiative dans leurs pays et leurs régions afin de mettre en valeur les meilleures pratiques et de partager avec d'autres villes intéressées les leçons apprises.

- L'expérience a commencé dans dix villes pilotes : Dhaka (Bangladesh), Rio de Janeiro (Brésil), Viña del Mar (Chili), Santiago de Cali (Colombie), Accra (Ghana), Penang (Malaisie), Hô Chi Minh-Ville (Vietnam), Lagos (Nigeria), Stockholm (Suède) et New York (États-Unis). *La participation de cinq autres villes est confirmée* : Concepción (Chili), Barranquilla (Colombie), Abidjan (Côte d'Ivoire), Addis Ababa (Éthiopie) et Lima (Pérou). Huit des dix premières villes ont entrepris des évaluations rapides, et trois élaborent des plans de travail spécifiques.
- Un programme de mentorat a été créé, et les premiers liens ont été établis entre San Diego et Concepción, San Francisco et Cali, ainsi que Stockholm et Viña del Mar.
- Une plateforme Web de connaissances a été lancée à l'intention des décideurs et d'autres intéressés, qui trouveront des contenus et services utiles et actuels, y compris une liste d'experts.
- Des ateliers mondiaux ont été tenus à Vancouver et à Vienne (en lien avec le congrès 2013 de l'Association internationale pour les résidus solides).

Prochaines étapes : Encourager les villes pilotes à prendre des mesures concrètes pour réduire les émissions, encourager entre 10 et 15 autres villes à produire de nouvelles évaluations, entre 20 et 30 à participer à la formation régionale et entre 30 et 40 à participer par l'intermédiaire de la plateforme de connaissances. Une ou deux villes piloteront un mécanisme de financement axé sur les résultats. Du lot émergeront les villes qui mèneront l'initiative pour lui faire franchir les prochaines étapes.

> **Promotion des technologies de rechange et des normes pour les HFC**

Les hydrofluorocarbures (HFC), qui sont de puissants gaz à effet de serre, ont augmenté d'environ 8 % par année entre 2004 et 2008. Si on n'agit pas, les émissions vont s'accélérer rapidement. Les partenaires de la Coalition encouragent la mise au point et l'application de solutions de rechange et de technologies respectueuses du climat et peu énergivores, l'application de la gestion responsable à la réduction des fuites de HFC, ainsi que la récupération, le recyclage, la régénération et, pour finir, la destruction des HFC à fort potentiel de réchauffement de la planète (PRP).

Premiers résultats :

- Le Bangladesh, le Chili, la Colombie, le Ghana, l'Indonésie et le Nigeria ont créé des inventaires nationaux de HFC, consignnant les utilisations actuelles et prévues, ainsi que les possibilités d'éviter la progression des HFC à fort PRP, par l'application de politiques et d'autres mesures.
- Deux grandes conférences-expositions sur les technologies ont attiré entre 300 et 400 participants, et un forum technologique sur les solutions de rechange respectueuses du climat a réuni 150 personnes. On y a présenté des technologies en réfrigération, climatisation et mousses.
- On réalise des études de cas portant sur des technologies de rechange dans le secteur de la réfrigération commerciale.

Prochaines étapes : Les partenaires vont augmenter le niveau d'effort, en mettant en œuvre d'autres études des HFC et des inventaires dans des pays clés, en appuyant l'échange et la diffusion

d'informations, en favorisant la concertation des engagements et des mesures en faveur de solutions respectueuses du climat et en menant des projets de démonstration pour éviter les HFC à fort PRP, comme l'étude de faisabilité du refroidissement urbain à Malé, aux Maldives.

> Secteur du pétrole et du gaz – accélération de la réduction des émissions de méthane et de carbone noir

Selon les estimations, plus de 8 % de la production mondiale de gaz naturel est perdue chaque année en raison de la mise à l'évent, du torchage et des fuites. Il s'agit de la deuxième source en importance d'émissions anthropiques de méthane à l'échelle de la planète – environ 20 % – et une grande source de carbone noir. Les partenaires de la Coalition travaillent avec un groupe de pays et d'entreprises pétrolières et gazières à concevoir en collaboration des moyens pour obtenir des réductions substantielles des émissions du gaz perdu en production.

Premiers résultats : Importants travaux de consultation et de promotion au plus haut niveau.

- Les ministres de 12 pays et le directeur exécutif du PNUE ont signé des déclarations communes décrivant l'importance et l'urgence de s'attaquer aux émissions de méthane et de carbone noir provenant du secteur du pétrole et du gaz.
- Les partenaires de la Coalition et des entreprises du secteur amont de l'industrie du pétrole et du gaz ont créé le groupe de travail sur le méthane en vue de concevoir en collaboration un partenariat pour la réduction du méthane dans le secteur.
- On a élaboré le volet relatif au carbone noir par voie de consultations.

Prochaines étapes : La Coalition et les entreprises du secteur prévoient lancer officiellement le partenariat pour la réduction du méthane au début de 2014. La réalisation du volet relatif au carbone noir commencera en 2014.

> Financement de la réduction des PCCV

L'initiative vise à soutenir les apports financiers en vue d'atténuer les effets des PCCV en tirant profit de l'expertise, en renforçant les connaissances et les capacités et en mobilisant les parties prenantes de tous les secteurs qui font l'objet des autres initiatives. Les activités porteront sur les aspects suivants : a) la conception de stratégies de financement adaptées à chaque secteur, et l'appui à ces stratégies, b) l'élaboration d'outils de collaboration pour le savoir et l'innovation, c) le renforcement des connaissances et capacités de la Coalition en matière de finances et d) la sensibilisation en vue de constituer des partenariats de fort impact.

Premiers résultats : Les partenaires parrainent notamment les activités suivantes :

- Le PNUE et la Banque mondiale ont élaboré un cadre stratégique pour l'initiative, qu'ils codirigent.
- La Banque mondiale a examiné son portefeuille du point de vue des PCCV, à la demande du G8. L'examen a révélé que 18 milliards de dollars américains des investissements de la Banque recelaient des possibilités de réduction des PCCV.
- La Banque mondiale, à la demande du G8, a réuni un groupe d'étude sur le financement pour réduire les émissions de méthane, qui a cerné des solutions permettant d'employer un mécanisme de « financement aux résultats » pour réduire les émissions de méthane. Le groupe a fait ressortir les possibilités à « résultats rapides » pour aider à démarrer certains des 1 200 projets d'atténuation des effets du méthane qui sont prêts à mettre en œuvre. Les préparatifs pour lancer le mécanisme de financement sous l'égide de la Banque mondiale ont bien avancé depuis l'Assemblée de haut niveau qui a eu lieu en septembre 2013.

Prochaines étapes : Le plan de travail 2014 sera présenté à la première réunion du groupe de travail en 2014. Il comprendra la constitution du groupe d'étude sur le financement pour réduire les émissions de carbone noir de la Coalition.

> Cuisson et chauffage domestiques – réduction des émissions de PCCV

La cuisson et le chauffage domestiques constituent une importante source d'émissions de carbone noir, une substance toxique. Les partenaires de la Coalition ont pour objectif d'accélérer la réduction des émissions de PCCV en faisant des représentations à de hauts niveaux, en encourageant la mise en place de nouveaux mécanismes de financement, en réalisant de nouveaux projets de recherche ainsi qu'en établissant des normes et des protocoles d'essai en vue de la formulation de critères clairs d'évaluation des réductions d'émissions associées à des combustibles ainsi qu'à des appareils de cuisson et de chauffage moins polluants.

Premiers résultats : Le financement de la première étape vient d'être approuvé et le plan de travail est en préparation.

Prochaines étapes : Les activités à venir porteront notamment sur ce qui suit :

- une campagne de haut niveau de promotion et de sensibilisation à l'échelle mondiale afin d'éveiller davantage les décideurs et les chefs de file à la contribution au changement climatique de l'emploi de combustibles solides pour alimenter les appareils de cuisson et les feux à ciel ouvert;
- l'élargissement du fonds Spark de manière à inclure une tranche spéciale d'aide au financement pré-investissement de projets conduisant à une réduction des émissions de PCCV;
- la préparation de normes et de protocoles d'essai en vue de formuler des critères clairs d'évaluation des réductions des émissions de carbone noir, de PM et d'autres PCCV, ainsi que des critères d'évaluation d'autres bénéfiques connexes, résultant de l'emploi à grande échelle de combustibles ainsi que d'appareils de cuisson et de chauffage moins polluants.

> Évaluations régionales des PCCV

Il importe d'asseoir les mesures relatives aux émissions de PCCV sur des évaluations robustes et à jour des connaissances scientifiques pertinentes. Cette initiative a pour objectif la réalisation dans des régions d'importance d'évaluations intégrées des émissions de PCCV qui sont robustes sur le plan scientifique et pertinentes sur le plan des politiques à l'appui d'un cadre d'action nationale. Ces évaluations serviront d'assise à la collaboration régionale en matière d'atténuation de la pollution associée aux PCCV et constitueront une orientation régionale pour la mobilisation des décideurs, des scientifiques, des experts techniques ainsi que d'autres intervenants importants.

Premiers résultats : La première évaluation régionale pour les Caraïbes et l'Amérique latine est en cours; on met l'accent sur les raisons de procéder à l'établissement d'un plan d'action national pour réduire les émissions de PCCV et sur son soutien, sur le renforcement des moyens d'action, sur l'obtention de l'adhésion des décideurs, des scientifiques, des experts techniques et des intervenants, sur l'appui apporté aux programmes en vigueur de réduction des émissions de PCCV et sur l'effet catalyseur obtenu relativement aux nouvelles mesures partout dans la région, ainsi que sur l'intensification de la sensibilisation aux PCCV et sur l'invitation lancée aux pays partenaires et aux partenaires non étatiques de la région à participer aux activités de la Coalition.

Prochaines étapes : L'évaluation définitive pour cette région devrait être complétée en avril 2015.

> Agriculture – réduction des émissions de PCCV

Le secteur agricole constitue la plus grande source d'émissions de méthane et il est à l'origine d'une partie importante du carbone noir qui est émis. Les partenaires de la Coalition cherchent à mettre en commun et à appliquer des pratiques optimales de réduction dans la plus grande mesure possible des émissions d'origine agricole, de manière conforme aux grands objectifs relatifs au changement climatique; ils cherchent également à accroître la sécurité alimentaire et à améliorer les modes de subsistance.

Premiers résultats : La planification est amorcée. Les premières activités porteront sur les émissions provenant des feux à ciel ouvert et produites par les animaux d'élevage ainsi que la culture de riz paddy.

Prochaines étapes : Une réunion d'établissement de la portée réunissant de nombreux intervenants est prévue au début de 2014, soit à l'occasion de la tenue de la réunion du conseil de la FAO à Rome. Au lancement de cette initiative en 2014, on accordera priorité aux pays et aux régions de la Coalition dont le secteur agricole est une source importante d'émissions de PCCV à l'échelle mondiale.

Financement de la Coalition

Le PNUE gère le Fonds d'affectation spéciale destiné à la Coalition. Un financement de l'ordre de 46 millions de dollars US a été annoncé pour la période allant de 2012 à 2015. De cette somme, environ 29 millions de dollars ont été déposés auprès du PNUE; cet argent sert aux activités réalisées dans le cadre des initiatives et à celles du Secrétariat. Au total, 12 millions de dollars US ont été attribués à des initiatives en date d'octobre 2013.

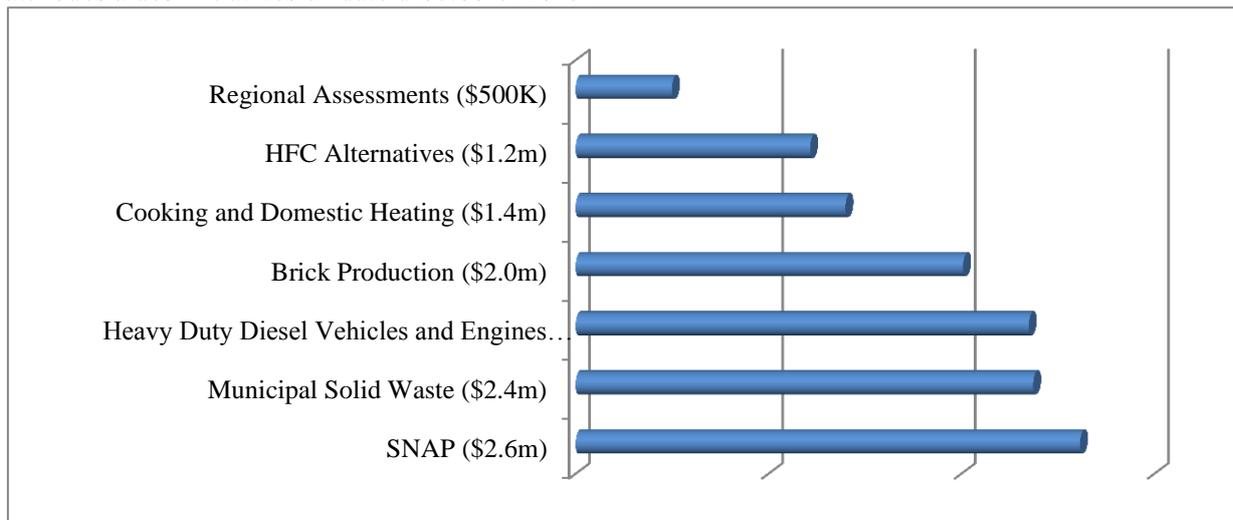


Figure 1. Affectations provenant du fonds (\$ US), août 2012-octobre 2013

Regional assessments (\$500K) = Évaluations régionales (500 000 \$)

HFC Alternatives (\$1.2 m) = Remplacement des HFC (1,2 million \$)

Cooking and domestic Heating (\$1.4m) = Cuisson et chauffage domestiques (1,4 million \$)

Brick Production (\$2.0m) = Production de briques (2,0 millions \$)

Heavy Duty Diesel Vehicles and Engines.. = Véhicules diesels lourds et leurs moteurs ...

Municipal Solid Waste (\$2.4m) = Déchets solides municipaux (2,4 millions \$)

SNAP (\$2.6m) = SPAN (2,6 millions \$)

Structure de gouvernance

La gouvernance de la Coalition est structurée comme suit :

Assemblée de haut niveau (AHN) : réunit au moins une fois l'an des ministres représentant les pays partenaires ainsi que des dirigeants d'organismes partenaires non étatiques. Cette assemblée définit les grandes orientations et assure le leadership nécessaire.

Groupe de travail (GT) : il est composé de représentants de tous les partenaires. Ceux-ci se réunissent au moins deux fois l'an. Le Groupe de travail supervise toutes les activités de la Coalition.

Comité directeur (CD) : il est formé des deux coprésidents du Groupe de travail, de quatre représentants des pays partenaires, d'un représentant d'OIG et d'un représentant d'ONG élus pour des mandats échelonnés de deux ans; le comité se réunit une fois par mois. Ce comité fournit un appui et présente des recommandations à l'Assemblée de haut niveau et au Groupe de travail. Les membres qui siègent actuellement au Comité directeur sont le Nigéria et les États-Unis (coprésidence), le Canada, la

Jordanie (en remplacement du Bangladesh), le Mexique, la Suède, la Banque mondiale (en remplacement du PNUE) et l'Institute for Governance and Sustainable Development (IGSD). Le comité assure également un soutien à la surveillance et formule des recommandations à l'intention de l'Assemblée de haut niveau et du Groupe de travail.

Groupe scientifique consultatif (GSC) : ce groupe réunit 13 scientifiques renommés (depuis 2013), notamment le responsable scientifique du PNUE qui est nommé d'office.

Secrétariat : le Secrétariat est accueilli par la division de la technologie, de l'industrie et de l'économie du PNUE dans ses locaux de Paris, France.

Annexe

75 partenaires de la Coalition* (*liste à jour le 1^{er} novembre 2013*)

Pays partenaires et organisation d'intégration économique régionale (OIER) (34)

1. Australie
2. Bangladesh
3. Bénin
4. Canada
5. République centrafricaine
6. Chili
7. Colombie
8. Côte d'Ivoire
9. Danemark
10. République dominicaine
11. Éthiopie
12. Commission européenne
13. Finlande
14. France
15. Allemagne
16. Ghana
17. Irlande
18. Israël
19. Italie
20. Japon
21. Jordanie
22. Corée, République de
23. Maldives, République des
24. Mexique
25. Pays-Bas
26. Nouvelle-Zélande
27. Nigéria
28. Norvège
29. Pérou
30. Pologne
31. Suède
32. Suisse
33. Royaume-Uni
34. États-Unis

Partenaires non étatiques (38)

Organisations intergouvernementales (9)

1. International Centre for Integrated Mountain Development (ICIMOD)
2. Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)
3. Société nordique de financement pour l'environnement (NEFCO)
4. Centre régional pour l'environnement
5. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
6. Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
7. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)
8. Banque mondiale
9. Organisation mondiale de la Santé (OMS)

Organisations non gouvernementales (32)

1. Fondation Bellona
2. C40 Cities
3. Caucasus Environmental NGO Network (CENN)
4. Center for Clean Air Policy

5. Center for Human Rights and Environment (CEDHA)
6. Centre for Science and Environment (CSE)
7. Centro Mario Molina Chile
8. Clean Air Initiative for Asian Cities, Inc.
9. Institut de l'air pur
10. Clean Air Task Force
11. Climate Markets & Investment Association (CMIA)
12. ClimateWorks Foundation
13. Earthjustice
14. EvK2CNR Committee
15. Environmental Defense Fund (EDF)
16. Environmental Investigation Agency (EIA)
17. Global Alliance for Clean Cookstoves
18. Guraghe Development Association (Éthiopie)
19. Institute for Advanced Sustainability Studies (IASS)
20. Institute for Global Environmental Strategies (IGES)
21. Institute for Governance and Sustainable Development (IGSD)
22. Partenariat international sur le changement climatique
23. International Council on Clean Transportation (ICCT)
24. International Cryosphere Climate Initiative (ICCI)
25. Institut international du développement durable
26. International Solid Waste Association (ISWA)
27. International Union of Air Pollution, Prevention and Environmental Protection Associations (IUAPPA)
28. Conseil international pour les initiatives écologiques locales (ICLEI)
29. Molina Center for Strategic Studies in Energy and the Environment
30. Natural Resources Defense Council (NRDC)
31. Stockholm Environment Institute (SEI)
32. Swiss Foundation for Technical Cooperation (Swisscontact)